



30 bis rue des Boulets 75011 Paris
tel 01 43 70 56 87 / fax 01 44 64 72 66

De la crise financière à la dictature financière

Alors que le 27 octobre dernier les marchés financiers accueillaient avec euphorie le plan de sauvetage de la zone euro et la perspective de se nourrir un peu plus sur le dos des peuples, Georges Papandréou annonçait le lendemain la tenue d'un référendum populaire en Grèce pour soumettre à l'avis du peuple la politique de rigueur que lui imposent les instances européennes. La réaction des marchés ne s'est pas faite attendre : chute brutale sur toutes les places mondiales. Papandréou, pourtant un ami des marchés, qui fut porté au pouvoir démocratiquement, a immédiatement été convié à quitter le gouvernement et à laisser sa place à un homme de confiance : Lucas Papademos, longtemps dirigeant de la banque centrale grecque, vice-président de la BCE de 2002 à 2010. A-t-il été nommé à ce poste par une procédure démocratique ? Non, l'urgence de la crise justifie sa nomination.

Le 12 novembre dernier, Silvio Berlusconi annonce sa démission : est-il enfin rattrapé par la justice pour ses frasques sexuelles ou mafieuses ? Non, il s'y est vu contraint en échange de l'adoption par le parlement italien de mesures économiques destinées à rassurer les marchés et ses partenaires internationaux. Berlusconi, qui malgré le rejet dont il fait l'objet en Italie, fut élu démocratiquement, se voit remplacé par Mario Monti, économiste, commissaire européen en charge de la concurrence et, à ce titre, croisé de la dérégulation des marchés européens. A-t-il été nommé à ce poste par une procédure démocratique ? Non, la nécessité de rassurer les marchés tient lieu de scrutin.

On peut ajouter à ce panorama, la nomination à la tête de la BCE de Mario Draghi, viceprésident de Goldman Sachs Europe et qui aida la Grèce à maquiller ses comptes, la pression faite par les marchés pour la tenue d'élections anticipées en Espagne qui ont vu la défaite des socialistes, comme cela fut le cas en Irlande en 2010 pour Brian Cowen, contraint à la démission. C'est bien à un coup d'état des marchés financiers auquel on assiste un peu partout en Europe, un effacement des procédures démocratiques justifié par l'urgence de la crise et qui permettra jusqu'à la tenue de prochaines élections (car il faudra bien rejouer la farce démocratique à un certain moment) la mise en place de plans d'austérité, de privatisations ou autre règle d'or.

Et pendant la crise, les affaires continuent, les banques et leurs alliés gouvernementaux, qui sont à l'origine de cette crise, entendent bien poursuivre, à l'abri de tout contrôle populaire et démocratique, leur travail de privatisation des services publics et la liquidation des solidarités issues des conquêtes sociales et cette crise providentielle les justifie aux yeux de l'homme de la rue.

On le sait, le capitalisme polymorphe se nourrit de toutes les misères des peuples et de toutes les guerres : on l'a vu à travers l'histoire se nourrir du colonialisme, du fascisme, de l'après communisme... Il est prêt à tout pour se survivre, la dictature ne lui fait pas peur !